

Les transferts technologiques : mythes et réalités

Autor(en): **Boumaza, Béchir**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **34 (1976)**

Heft 1

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-137689>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les transferts technologiques : mythes et réalités

Béchir Boumaza,
ancien ministre de l'Economie d'Algérie

I. DOUBLE PRISE DE CONSCIENCE

Au cours de la décennie des Nations Unies pour le commerce et le développement, la critique, par les pays retardataires, de l'actuelle division internationale du travail, était essentiellement axée sur les aspects commerciaux considérés en eux-mêmes, comme la cause fondamentale du déséquilibre croissant entre « l'Occident » et le reste du monde.

Le renversement de tendance opéré ces dernières années sur les prix des matières premières, plus particulièrement des hydrocarbures, a été l'occasion d'une double prise de conscience : une meilleure perception de la relation dialectique entre la prospérité continue des uns et la stagnation, voire le recul de beaucoup d'autres. Partant, la nécessité de relancer une croissance compromise dans les métropoles industrielles par son élargissement aux régions périphériques. A défaut de solidarité réelle, la communauté d'intérêt de toutes les parties du monde restait ainsi établie.

Dans le langage des pays industriels comme dans celui des hommes du tiers monde, on a convenu d'introduire une dimension nouvelle dans l'exposé du problème et, partant, de sa solution : « les transferts technologiques » *en direction des pays insuffisamment développés*.

Cependant, l'unanimité recueillie dans le vote de certaines résolutions des Nations Unies sur la construction d'un nouvel ordre international doit finalement inquiéter plus que réjouir tant l'optimisme excessif qu'elle peut susciter peut être lourd de conséquences.

On imagine aisément, en effet, que les raisons des uns et des autres sur la nécessité d'une plus grande circulation de la technologie, sont loin d'être similaires quand elles ne sont pas contradictoires. A l'intérieur même de chacune des parties en présence, les fournisseurs et les acquéreurs de technologie, l'idée que l'on se fait de ce transfert technologique est loin d'être perçue d'une manière identique.

Quoi qu'il en soit, le simple fait que la science et les techniques aient intégré le discours politique de l'homme du tiers monde et tiennent dans son langage quotidien une place de choix, traduit une mutation culturelle qui ne manquera pas de peser sur l'avenir des relations internationales.

Dans les pays occidentaux, les grands desseins évoqués depuis deux ans sur la nécessité d'industrialiser les pays retardataires par un transfert massif de technologie n'ont été suivis jusqu'ici par aucun plan d'une certaine cohérence, encore moins d'un début d'actes concrets ¹.

Situer cette prise de conscience, tenter d'appréhender à travers la somme d'idées qu'elle recouvre chez les uns et les autres, les ambiguïtés d'une formulation unanimement usitée et la difficulté de sa réalisation, tel est dans les grandes lignes l'objet de cette communication.

II. LA SUPRÉMATIE TECHNOLOGIQUE DE L'OCCIDENT

Sans doute parce qu'elle perpétue d'une manière plus insidieuse, mais tout aussi implacable, le colonialisme direct du siècle écoulé, la suprématie technologique de l'Occident a été dénommée par les hommes du tiers monde, le « colonialisme technologique ». Cette dénomination n'a rien d'excessif ; elle se fonde sur l'observation quotidienne et se confirme par l'éclairage de l'histoire.

C'est en considération de la place éminente occupée par ses écrits et de leur influence déterminante dans l'idéologie occidentale de notre siècle que nous croyons utile de citer A. Siegfried pour tenter de mettre à nu les ressorts mentaux qui soutiennent cette mécanique de l'inégalité des peuples ² :

« Nos pères du XIX^e siècle avaient cru la suprématie de leur continent destinée à durer toujours ; elle était dans leur pensée, statutaire, j'exagère à peine en disant : voulue par Dieu...

» A un moment donné de l'histoire, la race blanche fixée en Europe a pris une avance technique soudaine et immense. » La révolution industrielle du XVIII^e siècle, dont elle était l'initiatrice, a mis entre ses mains un instrument de production industrielle, dont elle était seule à avoir le secret et la pratique. Des cultures égales en valeur et en dignité, comme celles de l'Extrême-Orient, se sont trouvées de ce fait décalées et pratiquement inopérantes, dans une concurrence inégale qui cessa même d'en être une. *Ce déséquilibre a créé pour nous une source de profits dont nous avons vécu cent cinquante ans. Sur l'hypothèse que cette situation durerait indéfiniment, l'Europe a établi un nouvel équilibre, fondé sur ce déséquilibre même.* Elle s'est constitué une structure industrielle destinée à répondre à un système d'échanges internationaux qu'elle considérait imprudemment comme aussi normal que le jeu des marées et des saisons...

» Comment a-t-on pu penser que les autres races, les autres continents accepteraient indéfiniment cette position complémentaire qui consacrait, en sorte, une infériorité...

» L'inévitable s'est maintenant produit, et à mesure que les pays au-delà des mers s'industrialisaient, ce déséquilibre dont nous tirions un si éclatant profit s'atténuait. Le vieux système d'échanges — produits bruts extra-européens contre manu-

¹ Écrit avant l'ouverture de la Conférence Nord-Sud, dont on dit déjà que les travaux de ses commissions devraient s'échelonner sur plusieurs années.

² A. Siegfried : préface au livre « Le Visage économique de l'Europe », A. Reithinger (Paris Payot 1973).

facturés européens — est désormais périmé. Le problème est de savoir ce que nous pouvons sauver de ce passé magnifique... »

Lorsque ce chantre de l'Occident, A. Siegfried, s'interrogeait ainsi sur l'avenir de l'Europe dans le monde de l'avant-dernière guerre, il ne pouvait s'empêcher, ses inquiétudes étalées, de terminer par une profession de foi quasi mystique sur le destin du continent.

L'hégémonie de sa « race » est toute inscrite dans son génie particulier, exclusif, et dans son sens inné de la créativité qui, devant les inévitables mutations du monde, lui assurent une position inexpugnable pour le présent et pour l'éternité.

Un « *genius loci* » protège l'Europe et fixe des limites à sa position relativement diminuée :

« A mesure que nos exportations sont contestées, c'est par le bas qu'elles nous échappent : d'abord la transformation première des produits bruts, puis les manufactures faciles, enfin d'autres qui sont de plus en plus difficiles. *Cependant, les transformations vraiment délicates demeurent notre apanage : mécanismes savants, articles de qualité... enfin réduit suprême, l'individualité, la création, semblent jusqu'ici presque impossibles à transplanter sur d'autres régions.* J'aime, pour me rassurer, songer au mot de Danton : « Est-ce qu'on emporte la patrie à la semelle de ses souliers ? »

Lorsque l'on prend connaissance de ce texte vieux de quarante ans, on ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec certains discours contemporains qui voudraient passer pour novateurs.

Est-ce les idées de A. Siegfried qui étaient en avance sur son temps, ou est-ce, ce qui revient au même, celles des actuels technocrates de l'OCDE, les experts internationaux de la « nouvelle division internationale du travail » qui sont en retard de plusieurs décennies ?

On remarquera la similitude du raisonnement qui ne contraste que davantage avec le décalage du temps.

Pour A. Siegfried, ses critiques contre « l'ancien système » concernent plus l'insouciance de ses pères que l'injustice sur laquelle il s'est fondé. Et c'est bien moins l'imperfection que la fragilité de ce « merveilleux mouvement d'horlogerie » qu'il incrimine.

A. Siegfried, comme les plus libéraux de ses actuels continuateurs, ne préconise point un « nouvel équilibre » qui ne soit plus « basé sur le déséquilibre » classique, mais une sorte de repli stratégique indispensable pour sauver un « passé magnifique ».

De nos jours, à la faveur de la crise du système, les critiques auxquelles on assiste sont loin d'être plus sincères. Si l'on incrimine avec la même verve les théoriciens de la société de consommation, les experts de la croissance euphorique, les nuisances de la pollution, les dangers de la pénurie de matières premières, c'est davantage pour souligner la carence de certains hommes que pour remettre en cause un modèle de civilisation qu'on n'est pas prêt de renier dans ses fondements.

Lorsque les hommes du tiers monde analysent les propos et les comportements des responsables des économies dominantes et qu'ils ont le loisir de les mettre en parallèle avec des textes tels que celui qui vient d'être cité, ils ne peuvent gratifier

de jeunesse, qu'elles n'ont pas, des idées qui, sous l'habillage de générosité, ne visent finalement qu'à mobiliser la contribution des pays pauvres à la sauvegarde d'un système resté fondamentalement le même : contribuer, avec les excédents monétaires des pays pétroliers, à déplacer certaines branches industrielles incompatibles avec l'environnement technologique économique et social de l'Occident, vers un tiers monde devenu « concurrentiel » par l'abondance de sa main-d'œuvre à bon marché et la proximité des matières premières ; éloigner les industries polluantes dont les nuisances hypothèquent, par les charges qu'elles imposent à l'économie, la qualité de la vie et le climat social. Sur ce dernier aspect des préoccupations des pays nantis face à la grande misère du tiers monde, certains n'hésiteront pas, pour mettre en doute cette subite générosité, à rappeler que l'idée, elle aussi, n'est pas aussi neuve qu'on voudrait le faire croire.

En 1902 déjà, l'économiste anglais Hobson¹, dont l'ouvrage *L'Impérialisme* a servi de document de base aux réflexions de Lénine devenues classiques : *L'Impérialisme, Stade suprême du Capitalisme*, écrivait à propos de cette perspective — déjà ! — de transfert de ce genre d'activités industrielles en Afrique et en Chine : « Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qui la composent : le sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches — à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transferts et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. *Quant aux principales branches industrielles, elles disparaîtraient et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés afflueraient d'Afrique et d'Asie comme un tribut... »*

En réalité, l'idée de « transfert technologique », tel qu'il est conçu dans la plupart des sphères occidentales, a de quoi nourrir le scepticisme des peuples de la périphérie ; comme on l'a vu, loin de refléter des intentions nouvelles, cette idée est aussi ancienne que le capitalisme industriel lui-même. Plus qu'un acte de générosité spontanée, le « transfert » des techniques aujourd'hui, des capitaux, des marchandises, ou des hommes hier, est dans la logique du système même.

Le « mondialisme » implique des transferts indispensables au réaménagement du système dans les métropoles et à son redéploiement dans les périphéries retardataires. Mais toujours dans des conditions qui assurent la continuité d'une expansion dont les adversaires soulignent à juste titre qu'elle s'effectue sur le déséquilibre et l'inégalité des hommes et des nations.

« Les transferts technologiques », conçus comme le moyen de *redéploiement* de la base industrielle de l'Occident capitaliste, n'ont ni la jeunesse ni la générosité qu'on leur prête. Mais, fait plus grave qui sera développé ci-après, ils n'ont pas non plus l'efficacité que l'on attend d'eux pour résoudre durablement la crise du système en vigueur. On peut récupérer les excédents monétaires des uns, comprimer la révolte des autres, nourrir d'illusions l'espoir de tous, on ne réglera pas pour autant, au fond, les problèmes qui attendent.

¹ *Hobson* : préface au livre « *L'Impérialisme, Stade suprême du Capitalisme* ».

III. LES OBSTACLES STRUCTURELS ET RÉGLEMENTAIRES AUX TRANSFERTS TECHNOLOGIQUES

Le poids écrasant du monopole sur les coûts et la liberté du choix

Un groupe restreint de pays monopolise l'essentiel de la technologie susceptible d'être acquise sur le marché international. Ce monopole de fait réduit considérablement la marge de liberté d'acquisition de techniques, limite les choix offerts par une « saine concurrence » et pèse d'un poids exorbitant sur les prix. Moins de dix pays monopolisent l'essentiel des transactions internationales en la matière.

L'élévation continue des prix, des prestations fournies par les pays industriels rendent les charges difficilement supportables aux pays en voie de développement. Outre la difficulté qu'il y a de mobiliser un tel volume de ressources sur une épargne déjà réduite, le poids de telles charges est un handicap sérieux sur la rentabilité des équipements mis en place que ne compensent ni la faiblesse des salaires ni les avantages fiscaux consentis. L'acquisition des licences, les études d'engineering, la formation du personnel, le contrôle des installations, l'assistance technique, les prestations « du savoir-faire » pour les usines clés en main, sans compter les pannes et les retards nombreux « qui expliquent » l'absence d'expérience et de structures locales de dépannage sont autant de facteurs dont les prestations surcotées pèsent comme une hypothèque sur les nouvelles installations.

De 1 milliard de dollars au début de la décennie, celles-ci devraient — au rythme de l'inflation actuelle et de l'accroissement des investissements des pays du tiers monde — atteindre les 20 milliards de dollars avant la fin de celle-ci. Dans beaucoup de ces pays, les charges représentées par les services nécessaires au bon fonctionnement des acquisitions d'équipement dépassent le tiers de l'investissement total.

C'est devenu de nos jours une évidence, la richesse productive n'est plus fondée comme naguère sur le capital, la main-d'œuvre, les matières premières et l'énergie.

La revalorisation, sous la poussée des revendications des mains-d'œuvre des métropoles et des « nations prolétaires » de leur force de travail respective à travers les réajustements des salaires des premiers, du prix des exportations des seconds, a conduit à une nouvelle stratégie : reporter sur les technologies le manque à gagner des autres postes.

Désormais, la technologie joue un rôle essentiel dans la décomposition des prix ; cet aspect des choses est particulièrement sensible dans les pays en développement. L'exemple le plus patent est fourni par certains pays producteurs de pétrole. Le réaménagement des prix pétroliers ne semble pas modifier fondamentalement leur situation. En deux ans, la récupération de la totalité de leur « rente pétrolière » est en train d'être pratiquement accomplie par le biais d'un mécanisme insidieux où la technologie joue désormais un rôle de premier plan.

Egalité formelle et inégalité de fait des entreprises

Acquérir la technologie d'abord, la maîtrise ensuite ne pose pas le même genre de problème selon que l'entreprise est installée au milieu d'un environnement indus-

triel ou dans un pays qui y fait timidement son entrée. Malgré les apparences, les règles internationales qui régissent les transactions de la technologie et du savoir-faire sont un élément qui reproduit, en l'accentuant, l'inégalité des chances entre les entreprises respectives des deux hémisphères au lieu de contribuer à la combler. On perçoit clairement ici que des dispositions particulières doivent être édictées en matière de législation internationale, qui jouent un rôle correctif en faveur de ces véritables handicapés que constituent présentement les économies en voie de développement. Ces pays du tiers monde font valoir à juste titre que l'équité de cette législation internationale n'est que relative : ne s'est-elle pas élaborée au cours des siècles où, colonisés, ils n'étaient pas partie prenante à son élaboration ?

Les revendications du tiers monde, pour faire cesser le caractère mercantile du commerce de la technologie et favoriser l'accès aux connaissances, semblent tenir davantage du rêve naïf que de l'examen lucide des réalités contemporaines. Il paraît vain, en effet, dans le système des valeurs actuelles qui régissent le monde, d'attendre d'entreprises, dont le profit est le moteur, un tel excès de générosité, lorsque les Etats eux-mêmes ont été incapables de tenir leurs engagements dans l'octroi d'un pourcentage déterminé de leur PNB à l'aide au tiers monde. Cela paraît relever de la gageure quand on pense au rôle particulier joué par les Etats dans les économies de libre entreprise dans le domaine de la recherche scientifique et des techniques de pointe. L'Etat du monde capitaliste contemporain n'est plus l'arbitre des agents économiques qui relèvent de sa juridiction, mais un entrepreneur impliqué dans des conditions souvent supérieures dans les comportements que certains continuent à attribuer aux seules entreprises.

Le mondialisme et ses limites

La revendication du « groupe des 77 », de faire de certains organismes spécialisés des Nations Unies des instruments appropriés pour promouvoir les études et les réalisations industrielles des pays en développement est incontestablement juste dans son principe. A quoi sert-il en effet de voter des résolutions à l'Assemblée générale des Nations Unies, si les organismes qui en dépendent, faute de moyens financiers et humains, ne peuvent concrétiser, ne serait-ce qu'une partie notable, de ce qui est censé être la grande ambition de leur organisation mère ? Et l'on sait que, dans un passé récent, les actions de l'ONUDI, par exemple, ont été extrêmement marginales, dérisoires, isolées, sans impact réel sur les régions où elle a opéré. Pour l'avenir, on voit mal, eu égard aux intérêts en jeu, comment cette organisation pourrait être transformée, conformément au vœu des pays retardataires, en institution dotée de moyens institutionnels, financiers et humains qui la rendent véritablement opérationnelle pour concrétiser les objectifs de la Décennie internationale du développement préconisée par les Nations Unies. Il suffit de se pencher sur son budget et l'origine de ses dotations pour imaginer la somme de résistances insurmontables que les économies privilégiées ne manqueront pas d'opposer à une mutation réelle de sa fonction.

Les limites du « mondialisme » apparaissent clairement lorsque l'on examine les possibilités de transformation d'institutions universelles, telles que l'ONUDI ou le BIT, théoriquement pourvoyeuses de savoir-faire et de technologies, mais réduites dans la pratique à des actions ponctuelles sans effets réels sur le devenir des nations.

IV. LES DIFFICULTÉS D'UN CHOIX STRATÉGIQUE

L'éclairage donné par l'étude de certaines situations historiques marquantes donne, en schématisant, deux méthodes d'approche auxquelles on a recours le plus souvent pour qualifier les politiques de développement ; il n'est pas rare d'entendre citer pour modèles de référence deux pays, le Japon et la Chine, aux systèmes politiques différents et dont les percées technologiques remarquables ont succédé à un passé semi-colonial.

Il y a lieu tout d'abord de dénoncer les dangers d'une schématisation aussi abusive et sa transposition telle quelle à des pays qui, par des méthodes et dans des contextes totalement différents, cherchent à réaliser leur décollage économique. Les modèles chinois et japonais sont de ce point de vue difficilement généralisables.

Cette remarque faite, en quoi consistent alors les traits particuliers des deux « modèles » dont il vient d'être question ? On notera tout d'abord que la référence à l'une ou l'autre de ces deux superpuissances n'implique pas toujours un choix idéologique. Des pays qui s'affirment socialistes sont pourtant, dans les faits, plus séduits par l'expérience japonaise que par la chinoise. D'autres nations, qui ont choisi une « voie (difficilement cernable) de développement capitaliste » se réfèrent volontiers à l'expérience chinoise.

Dans la pratique, on peut classer dans la première catégorie des pays qui, parce que disposant d'un certain niveau de devises, ont entrepris un développement qui se caractérise essentiellement par un volume d'investissements intensifs dans des secteurs réputés « industrialisants » et à forte intensité capitaliste. Le « raccourci japonais » qu'ils tentent d'emprunter se caractérise par un effort principal sur les industries de pointe, valorisant au besoin leurs matières premières, mais sacrifiant dans les faits, avec l'agriculture et les industries légères artisanales, le problème vital de l'emploi. Dans cette théorie, dont les prolongements se retrouvent dans tous les secteurs de l'activité économique, sociale et culturelle du pays, l'effort porté principalement sur le « sommet » doit progressivement se répercuter sur la base d'une pyramide dont on a décidé de commencer la construction par le haut.

On peut distinguer parmi les pays qui ont cette approche, des Etats aussi différents dans leurs options idéologiques que le sont l'Iran, l'Algérie ou le Brésil...

« Le modèle chinois »

Un certain nombre d'idées directrices sous-tendent la pensée des promoteurs de ce modèle de développement.

Aussi bien le souci d'échapper à une plus grande dépendance — consécutive à l'achat de techniques coûteuses et aliénantes — que celui de l'efficacité réelle, poussent au refus d'équipements sophistiqués et capitalistiques qui ne correspondent ni aux moyens ni aux besoins nationaux. A problèmes spécifiques, solutions spécifiques où l'adaptation et la recherche de raccourcis technologiques l'emportent sur les offres et les possibilités d'acquisition par une ouverture inconsidérée sur le marché international de pratiques savantes mais coûteuses, inadaptées, porteuses de liens de subordination à l'étranger.

Une telle approche sur le problème particulier qui nous intéresse — l'accession au savoir — ne peut être que le produit d'une véritable révolution culturelle dont l'Occident, comme la quasi-totalité du tiers monde, n'ont retenu que les aspects folkloriques. Sans même tenir compte des dimensions continentales de la Chine qui lui permettent de se développer en autarcie presque complète, les pays en développement qui déclarent leur parenté avec son expérience feignent d'ignorer que ce modèle — en admettant qu'il soit transposable — ne peut se réaliser que comme une résultante de choix idéologiques tranchés.

En réalité, ce qu'ils retiennent de l'expérience chinoise se traduit dans les faits par un effort porté sur le développement rural, dont la réforme agraire et une timide industrialisation constituent les deux pivots. Mais les efforts entrepris dans ce domaine, aussi louables qu'ils soient, sont annihilés par le maintien de structures internes et d'un environnement international aux objectifs fondamentalement opposés à ces réformes sectorielles. En amont et en aval, toute une série de canaux qui aboutissent aux villes côtières pour déverser dans le fleuve du commerce extérieur une partie notable de l'épargne nationale.

Réforme des structures incomplète, absence d'une planification intégrale des ressources et des investissements, action principale sur un secteur déterminé dont les effets sont sérieusement limités par leur environnement national et international, telles peuvent être résumées les causes des stagnations que l'on constate dans ce deuxième type de développement.

On explique généralement les difficultés auxquelles continuent d'être confrontés ces pays par l'absence de ressources minérales — par référence à ceux qui en ont, en oubliant que ces derniers n'ont pas résolu pour autant leurs problèmes dont l'ampleur et la gravité n'ont rien à « envier » aux premiers.

En réalité, pas plus ce schéma que le précédent pris isolément ne semble correspondre à la panacée que nous présentent leurs laudateurs respectifs.

Nous nous attarderons cependant davantage au premier modèle, parce que, eu égard aux disponibilités des ressources de ses promoteurs, il semble offrir davantage de crédibilité aux yeux des experts — même de ceux que l'on n'enferme pas entre des guillemets — du développement. Les partisans de ce modèle de développement font ressortir — pour expliquer le refus de l'autre éventualité — l'inconvénient redoutable qu'il y a de « partir de ce qui existe » pour remonter, « par ses propres efforts », tout le processus qui a été celui de l'Occident industriel. A leurs yeux, ce processus long et coûteux ne leur permettrait pas finalement de « rattraper » dans une perspective raisonnable le « retard » pris sur les pays avancés.

Les adversaires font ressortir d'abord qu'au niveau philosophique, celui d'une certaine vision du monde, il n'est pas certain que le « rattrapage » soit un bon objectif au moment même où le bilan des erreurs accumulées par le monde industrialisé le contraint à des révisions déchirantes. Qu'en tout état de cause ce « raccourci » risque fort de conduire à un labyrinthe, et le rythme qui est donné à son développement, à partir d'une concentration outrancière sur des secteurs fortement capitalistiques donne l'illusion de la vitesse, mais s'apparente fort à une fuite en avant plutôt qu'à une progression raisonnable.

On pourrait citer indéfiniment les arguments des uns et des autres sans épuiser le sujet, sinon pour conclure à l'extrême difficulté du choix. Il n'y a pas de recette miracle et uniforme, les seules qui peuvent être avancées concernent davantage la technique d'approche des problèmes que le « modèle » tranché une fois pour toutes. Un dosage savant des uns et des autres, dans le cadre d'institutions offrant par une forme ou une autre des possibilités de participation réelles des populations à la définition et au contrôle d'une entreprise dont dépend leur avenir et celui des générations qui suivront.

Mais revenons aux théories du forcing industriel auxquelles on assiste présentement dans nombre de pays en développement et qui alimentent le plus la chronique des commentateurs autorisés.

Les « théories » du forcing industriel

Les partisans de cette école de pensée ne nient pas les dangers nombreux, et pour certains imprévisibles, de leur approche des problèmes de décollage économique. Ils n'hésitent pas à recenser exhaustivement les difficultés à surmonter, mais cet étalage de précisions donne davantage l'impression d'un artifice pour prévenir les objections et justifier les carences nombreuses en cours de réalisation (gaspillage, prix prohibitifs, retards, pannes...) que pour arracher la conviction, dans ce qui reste suivant leur propre aveu « un pari ».

Le poids écrasant de la facture. Ils admettent volontiers qu'un tel processus est excessivement cher. Pour un équipement similaire, la note à payer par les pays en développement est plusieurs fois supérieure à ce qu'elle est dans un pays industriel.

« Surprix de l'investissement, longueur des délais et réalisation, lenteur des démarrages des installations, faiblesse des performances des équipements et des hommes, pertes de production dues aux pannes nombreuses, coût des réparations... »

Mais l'ensemble de ces surcoûts doit être accepté comme une fatalité à laquelle on n'échappe pas, dès lors que l'on a décidé d'entreprendre la modernisation de son économie.

Les retards. Une communication du « Conseil économique et social » d'un pays en développement souvent cité comme un modèle d'avant-garde : « Un retard de douze mois pour un investissement global de 4 milliards d'unités de compte entraîne un surcroît total de 1,5 milliard d'unités de compte. »

Le même article reconnaît que ce pays « a pris, suivant ses responsables, deux ans de retard sur les prévisions de ses deux premiers plans. » On peut s'exercer à totaliser le prix de ces retards.

Ces surprix écrasants doivent être compris finalement comme la condition *sine qua non* d'acquisition d'un capital technologique, lequel sera le fruit d'une somme d'expériences. La dynamique d'acquisition du capital technologique se trouverait essentiellement dans les enjeux financiers et politiques importants qu'impliquent des installations industrielles coûteuses et sophistiquées. Elle contraint ainsi les acquéreurs à des « prises de décisions... qui sont autant d'actes qui accroissent la compétence technologique, et ce pour éviter l'échec, car le coût de ces décisions, qu'elle qu'en soit l'import-

tance, demeurera marginal par rapport au coût de l'échec... ». Cette explication, qui a le mérite de la hardiesse, n'arrache pourtant pas la conviction. Son rejet de la passivité devant « la fatalité du sous-développement » nous l'aurait rendue séduisante, si elle ne nous imposait aussitôt une nouvelle fatalité. Tout acte économique est bien sûr un « pari raisonnable » sur l'avenir, mais dans celui qui nous est proposé, le pari est tellement disproportionné par rapport au raisonnable, qu'il incite pour le moins au scepticisme...

Et tout d'abord, sur la fatalité des surcoûts, imposés par de telles technologies, on peut se demander s'ils sont supportables à la longue et qui les supporterait en fin de compte ? Car au fur et à mesure que se développe ce processus d'investissements, l'intensité des charges s'accroît.

Pour mieux cerner cette redoutable réalité et le cours probable de son évolution dans le temps, disons qu'on estime à 40 % le taux d'investissements dans certains de ces pays ; à comparer avec les 10 à 15 % du XIX^e siècle européen.

Il faut souligner enfin, et ceci n'est pas sans lien avec cela, que ce type d'industrie dont l'échelle et la complexité doivent permettre, aux yeux de ses initiateurs, de contribuer à améliorer les exportations du pays, est, suivant la théorie même que l'on vient de résumer, handicapé dès le départ. Ses partisans reconnaissent qu'une « installation industrielle » nouvelle construite et « opérée » fait apparaître, pour un pays en voie de développement, un coût de revient pour la production plus élevé que celui que supporte un pays déjà industrialisé, ce qui revient à dire que, là encore, au stade de l'écoulement de la production, on aura recours à une ponction sur le revenu national pour assurer les exportations.

Malgré son coût total prohibitif, eu égard aux ressources nationales limitées, les partisans de ce modèle de développement admettent que la solution est « finalement de longue haleine ». Ce qui réduit considérablement du même coup l'avantage capital qu'il représentait au départ : « un défi au temps » sur le schéma concurrent, d'une industrialisation plus équilibrée avec les possibilités et les réalités du pays, mais qu'ils rejetaient pour sa « lenteur excessive ».

V. L'ILLUSION D'UNE CERTAINE INDUSTRIALISATION

Le gâchis ne date pas d'aujourd'hui

Dans « L'accumulation du capital », Rosa Luxemburg¹ nous offre une série d'images saisissantes sur la frénésie moderniste de certains responsables de l'Outre-mer au milieu du XIX^e siècle, et sur l'immense gâchis économique et la catastrophe politique qui en fut la sanction.

L'intérêt de l'expérience égyptienne que nous rapportons ici réside dans le fait que de tous les pays non occidentaux, ce fut, avec certains pays latino-américains, celui qui osa le premier affronter le pari de l'industrialisation et de la modernisation

¹ « Lebendige Kräfte, sieben Vorträge aus dem Gebiete der Technik », Berlin 1908, p. 219, cité par R. Luxemburg dans *Accumulation du Capital*, p. 98.

de son économie pour tenter de bouleverser les rapports de force avec les puissances dominantes.

En quelques décennies, trois opérations colossales entreprises opiniâtement par trois souverains successifs devaient « logiquement » transformer radicalement le visage de l’Égypte et le sort de ses populations. Trois monarchies se sont successivement brisées dans cette fuite en avant sans précédent jusqu’alors, avant de faire sombrer l’ensemble de l’économie et d’aliéner pour de longues décennies l’indépendance du pays.

C’est parce que ces pages, datant du début du siècle, retracent une réalité qui nous semble à beaucoup d’égards pareille à celle que nous observons aujourd’hui dans certains pays du tiers monde que les revenus pétroliers poussent à une industrialisation frénétique, que nous avons jugé utile d’en citer de larges extraits.

Entre les auteurs — vendeurs et acheteurs de technologie — du gâchis actuel, et les personnages décrits par Rosa Luxembourg, existe une remarquable filiation : les uns n’ont rien innové, les autres rien appris. D’où notre scepticisme, voire notre angoisse.

Du coton...

« Le changement le plus profond dans la situation économique de l’Égypte fut produit par la culture du coton. A la suite de la guerre de Sécession américaine et de la disette anglaise de coton qui avait fait monter le prix du kilo de 60 ou 80 pfennigs à 4 ou 5 marks, l’Égypte s’empressa à son tour de cultiver le coton... »

« D’immenses étendues de terre furent transformées en plantations de coton. Une des premières implications de l’introduction massive de coton fut le bouleversement complet des techniques agricoles traditionnelles ; des énormes investissements pour la construction de digues, l’irrigation artificielle, la mécanisation du travail de la terre furent engagés dans l’impréparation totale des structures d’accueil, que ce soit l’infrastructure inexistante ou l’absence de formation des hommes. Tout cela aboutit à un immense gâchis remarquablement décrit par R. Luxembourg : « On commanda en Angleterre et en France un grand nombre de machines à vapeur, de pompes centrifuges et de locomotives... Par centaines, ces machines, qui s’entassèrent d’abord longtemps sur les quais du port d’Alexandrie, étaient ensuite transportées par bateaux sur les canaux et le Nil, puis à dos de chameau dans l’intérieur du pays.

» Pour pallier le manque de cheptel épuisé par la fatigue, décimé par l’épidémie, on eut recours aux commandes massives de charrues à vapeur. » C’est un épisode digne d’intérêt pour nous renseigner sur la fièvre de l’industrialisation et le gâchis dans lequel elle se réalisait alors. On retrouve dans cette correspondance (1885) de l’ingénieur Eith, représentant de la maison Fowler qui fabriquait ces machines, des accents qui rappellent exactement le climat qui préside actuellement à l’établissement de certains contrats moyen-orientaux : « Il y eut un échange fiévreux de télégrammes entre Le Caire, Londres et Leeds. Quand sera-t-il possible à Fowler de livrer 150 charrues à vapeur ? — Réponse : dans un an... — Cela ne suffit pas, la commande doit parvenir à Alexandrie avant le printemps. — Réponse : impossible. » L’usine,

dans ses dimensions d'alors, pouvait à peine fabriquer trois charrues par semaine. Il faut songer du reste qu'une telle machine coûtait 50 000 marks, ce qui donnait un total d'une commande de 7,5 millions de marks.

« Télégramme suivant d'Ismaïl Pacha : « Que coûterait l'agrandissement immédiat de la fabrique ? Sommes prêts à fournir l'argent nécessaire. » Vous pouvez penser qu'à Leeds on battait le fer tant qu'il était chaud. Mais d'autres usines anglaises et françaises reçurent des commandes... L'arsenal d'Alexandrie était envahi à hauteur de maison de roues, de cuves, de tambours, de câbles, de caisses et de boîtes de toutes sortes, et les hôtels de deuxième ordre du Caire se remplissaient de techniciens que l'on avait recrutés en toute hâte parmi des mécaniciens, des forgerons, des jeunes paysans et des jeunes gens pleins de promesses, mais sans formation professionnelle précise, car chacune de ces charrues à vapeur devait être maniée par au moins un pionnier spécialisé de la civilisation ¹.

» Hommes et matériel étaient expédiés en masse par les effendis vers l'intérieur du pays simplement pour gagner de la place, afin qu'au moins le bateau suivant puisse décharger sa marchandise. Il faut imaginer comment tout cela arrive au lieu de destination prévue, ou plutôt partout ailleurs qu'au lieu de destination. Il y avait d'un côté dix cuves au bord du Nil, et 10 lieues plus loin des machines dont elles faisaient partie ; d'un côté un énorme tas de câbles et à vingt heures de marche de là, vers le nord, les bobines d'enroulage des câbles... Et pourtant, en fin de compte, une partie de ces appareils se mirent à fonctionner. La charrue à vapeur fumait dans la Haute-Egypte, la civilisation et le progrès avaient fait un pas en avant. »

Mais, après tant d'efforts, vint la fin de la guerre de Sécession et l'effondrement des cours du coton. Dès lors, le coton égyptien allait se vendre très difficilement, ne justifiant pas les énormes investissements consentis pour sa production. Pris dans l'engrenage des besoins, pour sauver le pays de la faillite, le gouvernement allait se tourner vers la canne à sucre.

... à la canne à sucre

« L'année suivante, Ismaïl Pacha se lança dans une nouvelle spéculation : la production de la canne à sucre. Le travail forcé des fellahs devait faire concurrence aux Etats du Sud de l'Union des Etats-Unis où l'esclavage avait été aboli... Les capitalistes français et anglais trouvèrent un nouveau champ d'accumulation rapide. En 1868 et 1869, l'Egypte commanda 18 énormes fabriques de sucre capables de produire chacune 200.000 kg de sucre, soit quatre fois plus que les installations connues

¹ Sur le matériel qui pourrit sur les quais avant d'être immergé aux sorties des ports par des agents de l'Etat, soucieux d'échapper à d'éventuelles sanctions, les humoristes de ces pays parlent d'une prochaine course aux trésors enfouis dans les mers et qui ne seraient plus constitués par des bijoux coulés plus ou moins accidentellement mais par de « la ferraille de luxe ».

Pour réaliser ses centrales nucléaires, le Shah d'Iran a financé l'agrandissement des installations françaises qui étaient dans leurs dimensions actuelles incapables de réaliser ses commandes. On pourrait citer d'autres exemples similaires.

On a évalué à 1 milliard de dollars de charges supplémentaires, pour l'économie iranienne (en 1975), les immobilisations de bateaux non déchargés et de matériel non enlevé dans les délais des dépôts. La facture est aussi imposante pour les autres économies des pays pétroliers.

jusqu'alors...¹ Tandis qu'il y avait là 100 vieilles charrues à vapeur cassées, datant de l'époque du coton, on en commanda 100 nouvelles pour la culture de la canne à sucre... Il fallut bientôt construire autour de chaque fabrique, pour y amener des masses de cannes à sucre, un réseau de chemin de fer, des rails mobiles, des lignes de câbles volant, des locomotives pour routes. L'infrastructure ayant du retard sur les installations productives, provisoirement 4000 chameaux pourvoient au transport de la canne à sucre. Mais on vit bientôt qu'il était impossible de livrer la quantité de cannes nécessaire au fonctionnement de l'entreprise. L'entreprise s'effondra avant que beaucoup de machines commandées ne fussent installées².

» Les opérations du capital français, qui finança la construction du barrage inutilisable sur le Nil ainsi que le percement du canal de Suez, offraient peut-être l'exemple le plus curieux de l'accumulation du capital européen aux dépens de la situation primitive de l'Égypte... Les miracles techniques créés par les ingénieurs européens et les machines européennes dans le secteur des canalisations, des transports, de l'agriculture et de l'industrie égyptiennes étaient réalisés grâce au travail forcé des paysans..., ils ne fournissaient pas seulement la terre, la main-d'œuvre, mais aussi l'argent par l'intermédiaire du système fiscal. Sous le gouvernement de Méhémet Ali, 50 millions de marks d'impôts, sous celui de Saïd 100 millions de marks, sous celui d'Ismaïl 130 millions de marks... On avait maintenant saigné à blanc le fellah. L'Etat égyptien avait rempli sa fonction de collecteur d'argent au service du capital européen, on n'avait plus besoin de lui. Le khédive Ismaïl fut congédié... »

Comme une version contemporaine des sept plaies d'Égypte, l'histoire du canal de Suez, celle du coton comme celle de la canne à sucre ont laissé de profondes séquelles sur le devenir de ce pays.

VI. CONCLUSIONS

La responsabilité des techniciens

Avant et après Rosa Luxembourg, de très nombreux publicistes, qui étaient loin de partager les idées de la révolutionnaire allemande, ont décrit avec force détails cette phase du redéploiement du capitalisme européen en direction de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique. L'histoire du canal de Suez, comme celle du canal de Panama, celle des chemins de fer ottoman ou argentin, pour ne citer que ceux-là, sont autant d'épisodes qui ressemblent à s'y méprendre aux contacts mirifiques auxquels on

¹ Un caricaturiste africain présente ainsi le dialogue d'un responsable du continent avec un manager occidental. Le responsable africain : « Combien d'étages comporte la plus grande tour de votre capitale ? — Le manager : 25. — Le responsable africain : Il me faut une tour de 30 étages ! »

Ce gigantisme, sous couvert de « rentabilité des usines », de « rattrapage technologique », est une forme assez répandue. On ne veut pas réaliser qu'on peut toujours agrandir une usine au fur et à mesure des besoins, alors que les conséquences qui découlent d'une approche inverse sont difficilement réparables.

² Il serait remarquable d'étudier plus en détail les effets de cette crise sur des pays inégalement développés comme l'Égypte et l'Angleterre dans « l'ère du coton ». Elle fut passagère, et après des passages difficiles, l'industrie anglaise « réaménagée » retrouva son souffle puissant. En Égypte, en revanche, ses effets furent alors catastrophiques et de nos jours encore le coton continue de dominer la santé de l'économie égyptienne.

assiste depuis quelques années dans les pays riches en matières minérales et en hydrocarbures. Si l'or noir a pris le relais de l'or blanc, la technique, elle, est restée fondamentalement la même.

Ce qui vient d'être longuement décrit n'est pas destiné à justifier un quelconque sectarisme idéologique. C'est l'exact reflet d'une réalité maintenant largement connue par des hommes qui pourtant restent profondément attachés aux valeurs essentielles de la démocratie bourgeoise. Paraphrasant Clemenceau, nous écrirons avec toute la force de notre conviction que la promotion de plusieurs milliards d'hommes est une chose trop sérieuse pour être laissée à l'entière discrétion des financiers et des commerçants. Cela nous amène tout nécessairement à penser au rôle des savants et des techniciens dans le devenir de notre univers.

Les savants et les techniciens qui, aujourd'hui encore, pensent détacher leur « science pure » de son environnement économique et politique sont, en dépit de leur bonne foi, le fer de lance d'une entreprise qui contredit leur mission fondamentale. Au mieux, le progrès qu'ils poursuivent par leur travail n'est souvent, quand il se réalise, qu'une piètre retombée d'un objectif dont la motivation essentielle est le profit. Ils peuvent être, en sortant de leur réserve et de la « neutralité de leur savoir » un élément qui équilibre mieux des relations qui ne cultivaient jusqu'ici que la domination des uns par les autres. On ne peut citer le canal de Suez, la construction des grandes voies de communication ferroviaires, sans voir ressurgir à l'esprit les noms de tous ces saint-simoniens, nouveaux missionnaires à la foi ardente, partis à la conquête du monde pour semer les progrès de la science, faire reculer la misère et l'ignorance. A l'instar de ces autres missionnaires de la foi religieuse, dissociant le spirituel du temporel au nom de la pureté de la foi, on sait comment furent détournés leur savoir, leur labeur et les effets de leur entreprise généreuse.

Les longs développements qui viennent d'être faits montrent à l'évidence qu'il n'y a pas de « transfert technologique pur ». On sait comment le retard technologique de toute une partie de notre univers fut l'occasion de sa domination directe par un continent mieux armé en la matière. Des siècles de dépendance n'ont pas accompli « la mission civilisatrice » qui fut peut-être l'ambition sincère de certains scientifiques et savants de l'époque. Peut-on croire sincèrement qu'une science et une technologie encore plus intimement imbriquée au pouvoir de l'argent et des grands monopoles cosmopolites puissent améliorer l'ensemble de la condition humaine sans modifier fondamentalement le contexte qui régit présentement les rapports entre les hommes et les nations ? Théoriquement, la science et la technologie ont la faculté de résoudre dans des proportions considérables l'hiatus qui scinde l'humanité en groupes différenciés et antagonistes. La science et la technique, au lieu de se cantonner dans leur « pureté », doivent au contraire, pour remplir pleinement leurs missions, se politiser en s'ouvrant concrètement aux problèmes humains. Au lieu d'être à la remorque ou de subir passivement les contraintes de l'argent et de l'intérêt sordide, elles peuvent être, dans notre monde contemporain, le pont qui permet d'enjamber définitivement le fleuve de la détresse humaine, d'aller à la rencontre de son prochain déshérité. J'aime à penser cette phrase de Lassalle qui résonne comme une prophétie : « Quand la science et les travailleurs, ces deux pôles opposés de la société s'étreindront, ils étoufferont dans leurs bras tous les obstacles de la civilisation. »

Des responsabilités partagées

Cette somme de réflexions n'épuise pas le sujet. Ce n'était d'ailleurs pas notre prétention et nous avons dès le départ délimité notre communication. Ce que nous voulions avant tout c'était souligner notre scepticisme sur certaines « approches nouvelles » en vue de corriger les déséquilibres qui continuent de diviser le monde. S'agit-il seulement d'une approche dans ce flot de discours et d'intentions généreuses, mais dénués de toutes propositions concrètes ? De sorte que les transferts technologiques risquent fort de ressembler à l'Arlésienne dont on entend beaucoup parler sans jamais la voir.

Nous avons tout au long de cette communication tenté de montrer que « la science et la technologie transférée » à l'occasion de cette industrialisation du tiers monde n'était pas absolument « neutre » dans ses effets pas plus que dans ses intentions. L'analyse de certains cas concrets — on aurait pu indéfiniment multiplier les exemples — confirme notre hypothèse de travail : l'introduction de technologies non adaptées dans un contexte de domination économique brutale ou insidieuse, aggrave les distorsions locales et multiplie les facteurs de dépendances. Au niveau du *vendeur*, elle tend à servir les objectifs politiques, économiques et sociaux du système qui régit le pays créateur. Les conséquences de cet état de choses sont nombreuses. Nous citerons la plus caractéristique pour les besoins de l'exposé. Le coût élevé de la main-d'œuvre et sa relative rareté, qui orientent les techniques occidentales vers les formes capitalistiques et de plus en plus automatisées, contredisent dans leur essence les intérêts primordiaux des jeunes économies.

Dans les pays en développement, le transfert de ces techniques, s'il aggrave la ponction sur une épargne faible, ne contribue que très faiblement à résoudre le premier facteur de blocage économique, le chômage et le sous-emploi. Même quand un pays pourvu de réserves monétaires échappe momentanément à l'endettement extérieur qui est le lot des autres, il introduit des facteurs de distorsions supplémentaires dans la structure économique et sociale et crée de nouvelles formes de dépendances plus insidieuses que les précédentes, mais aux effets aliénants plus graves et plus durables.

La faiblesse de l'industrialisation considérée comme le trait fondamental du sous-développement passe à côté de ce phénomène. Les types d'industrialisation que nous avons passés en revue soulignent les conséquences de ce modèle d'approche : sur le plan économique, lorsqu'on assiste à une élévation de la production du travail, le progrès technique est loin de suivre aussi notablement ; sur le plan social, la distorsion s'élargit par une plus grande concentration des revenus et des modèles de consommation étrangers chez une minorité de nationaux. Ceci nous amène à nous séparer, sur ce point, de certaines formes de revendications « tiers-mondistes », le fait d'incriminer l'extérieur ne rend pas compte de toute la réalité. Dans les pays « indépendants », les techniques importées reflètent un choix délibéré des directions nationales qui correspond à une conception étriquée de l'intérêt national. « L'intérêt » de ces modèles est de montrer *a contrario* que l'industrie, au lieu d'un moteur de développement, peut être le moyen le plus sûr de ruiner les efforts d'un pays, lorsque, comme c'est souvent le cas, elle est conçue dans l'impréparation totale des études et des structures d'accueil.

L'ampleur du problème

C'est tout l'appareil de production, de l'aspect économique — industrie et services — à l'aspect culturel ou social — enseignement, formation — qui requiert, faute de disponibilités locales suffisantes, le recours à l'importation d'équipements et de savoir-faire.

Ces besoins augmentent au fur et à mesure de la « croissance », entendue ici dans son sens le plus large et mesurable par le volume des investissements effectués.

Chaque acte d'investissement impose une multitude d'autres efforts financiers, matériels et humains et doit être prolongé indéfiniment dans l'« espace et dans le temps » en volume et en intensités croissants.

La première question qui se pose, lorsque l'on examine la projection de ces coûts financiers et des efforts de tous ordres qu'ils impliquent sur une plus longue durée, concerne les limites du possible dans cet effort constamment décuplé. Pour les « riches pays sous-développés » qui disposent de possibilités plus grandes, on pourrait formuler la question d'une manière sensiblement différente pour savoir pendant combien de temps l'entreprise de récupération des disponibilités laissées par les hydrocarbures permettrait de prolonger ce schéma.

Une première impression — peut-être excessivement pessimiste — qui se dégage de ces efforts qui imposent à chaque fois des charges décuplées renvoie à l'image d'un homme qui, pour se dégager de l'emprise des sables mouvants où il est pris, n'a d'autres ressources que de se laisser couler lentement ou de s'enfoncer encore davantage à chaque fois qu'il effectue un effort désespéré pour tenter d'échapper à l'engloutissement.

Ressources humaines et développement

Un des premiers effets de la foi aveugle dans le recours aux « techniques de pointe » monopolisées par certains grands groupes internationaux, pour résoudre les problèmes de développement est de négliger dans le calcul économique un élément essentiel des potentialités locales : les ressources humaines.

On devrait même écrire, de sacrifier cette richesse essentielle au profit d'installations importées à grands frais et dont les charges d'amortissement et d'entretien ne vont cesser de peser lourdement sur le devenir de l'ensemble des autres activités. On signalera au passage, à côté de la destruction des activités traditionnelles, de l'agression culturelle qui en découle fatalement, l'impact mineur au niveau de l'emploi et souvent négatif sur celui des équilibres économiques généraux. Mais le danger le plus grave d'une telle approche est sans conteste de s'appuyer sur l'étranger et, bon gré mal gré — la facilité et la force attractive du mirage technologique aidant — de renoncer à tout effort sérieux dans le pays. Après l'abandon de secteurs successifs de l'économie nationale traditionnelle, le poids « entraînant » des investissements conduit finalement à amarrer l'ensemble de son devenir à un hypothétique redressement attendu, entièrement commandé de l'extérieur ¹.

¹ Un ministre des Finances d'un pays « en industrialisation accélérée » déclare, au lendemain d'une revalorisation notable des ressources pétrolières, que le tiers des revenus est consacré à l'importation de produits alimentaires.

Du savoir-faire pour les équipements

L'acquisition de savoir pour les pays en voie de développement conditionne le progrès de leur économie.

Faute de « savoir-faire » suffisant, les investissements considérables effectués par ces pays pour acquérir des équipements modernes, des engrais et des semences sélectionnées n'ont pas donné à l'agriculture les niveaux de rendement que l'on était en droit d'attendre de tels efforts financiers. Bien plus l'inexpérience des agents de la production et l'inadéquation du matériel importé avec les sols auxquels ils étaient destinés ont appauvri, voire détruit certains d'entre eux.

On peut citer des exemples similaires de gaspillages dans l'industrie pour souligner que le volume et la qualité des équipements importés ne se traduisent pas toujours par un progrès économique réel. Outre l'insuffisance des structures d'accompagnement, l'impréparation des hommes — les utilisateurs comme l'environnement humain dépourvu de « mentalité industrielle » — réduit à néant les efforts effectués au prix de ponctions sévères sur le revenu national.

S'agissant de cette formation des hommes, celle qui est effectuée dans le cadre des usines « clefs en mains » ou par les entreprises étrangères n'améliore pas sensiblement la situation qui vient d'être évoquée. Cette « formation », parce que très spécialisée et parcellaire, s'apparente davantage au mimétisme qu'une acquisition de connaissances susceptibles d'être enrichies et élargies à l'environnement humain d'une entreprise, qui reste sans cela une simple enclave étrangère dans un désert culturel et technologique.

Un nécessaire équilibre entre des solutions extrêmes

Ce qui vient d'être écrit risque de laisser planer certains doutes. En particulier de laisser croire que le rejet de certaines formes de développement décrites doive être traduit comme une invitation au repli sur soi-même.

C'est tout le contraire d'un développement problématique dans la solitude qui est préconisé. L'ouverture sur l'extérieur comme sur les techniques de pointe n'est pas fondamentalement rejeté. Ce qui est demandé, c'est un équilibre entre cette ouverture sur les expériences des autres et un effort de création simultané.

Et le premier de ces efforts consiste d'abord à dégager au-delà des voies faciles de l'acquisition à coup de devises, de solutions qui n'en sont pas, un mode de développement plus conforme à leur culture et à leurs possibilités réelles — toute « recherche » sérieuse doit commencer par là, si elle ne veut pas être une simple entreprise de vanité.

